

L1

**COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DE L'INDUSTRIE
TEXTILE ET DE LA BONNETERIE**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 13 OCTOBRE 2000
PORTANT COORDINATION DES STATUTS DU
FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE POUR LES EMPLOYES
DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE**

- Vu la loi du 7 Janvier 1958 relative aux fonds de securite d'existence et plus spécialement les articles 1 et 2 de cette loi
- Vu la convention collective de travail du 27.04.1981 instituant un fonds de securite d'existence pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie et en fixant ses statuts (M.B. 13.10.1981)
- Vu le fait que depuis la constitution du fonds, de nombreuses modifications ont été apportées aux statuts de ces fonds, ce qui ne favorise pas la comprehension des textes de sorte qu'une coordination des dispositions statutaires s'impose absolument

il est convenu entre

la Centrale Nationale des Employes,
le Syndicat des Employes, Techniciens et Cadres de Belgique,
la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique, d'une part

et

la Fédération du Textile FEBELTEX, d'autre part

ce qui suit:

Article 1

Cette convention collective coordonne les statuts du Fonds de Sécurité d'Existence pour l'industrie textile et de la bonneterie.

NEBLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.
24 -10-2000 | 14 -11-2000 | N° 55.843/6/214

04

Article 2

Cette convention collective est conclue pour une durée indéterminée.

Elle entre en vigueur au 1^{er} Janvier 2000.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un preavis de trois mois notifié par lettre recommandée au président de la commission paritaire.

Fait a Gand le 13 octobre 2000

**FONDS DE SÉCURITÉ D'EXISTENCE
POUR EMPLOYÉS
DE L'INDUSTRIE TEXTILE
ET DE LA BONNETERIE
(Fonds de Sécurité d'Existence)

STATUTS**

NEERLEGGING-DÉPÔT

24 -10-2000

REGISTR.-ENREGISTR.

5175 -11-2000

N^o

55.843/6/217

I.- Denomination et siège social

Article 1:

Le 1er Janvier 1981 est institué un Fonds de securite d'existence, dénommé "Fonds de securite d'existence pour Employes de l'Industrie Textile et de la Bonneterie".

Article 2:

Le siege social du Fonds est établi a Gand a l'adresse suivante : Poortakkerstraat 100, 9051 Gent (S.D.W.). Il peut etre transfere par decision de la Commission Paritaire pour Employes de l'Industrie Textile et de la Bonneterie a tout autre endroit en Belgique.

II. - Objet

Article 3:

Le Fonds a pour objet :

- 1 °- de percevoir des cotisations, **nécessaires** a son fonctionnement;
- 2 °- d'octroyer des **avantages sociaux complémentaires** aux employes vises a l'article 4;
- 3 °- **d'assurer** la liquidation de ces avantages;
- 4 °- le **financement** et l'**organisation** d'initiatives **promouvant** la **formation** et l'**emploi d'employés** par les organisations **représentées** au sein de la Commission Paritaire pour Employes de l'Industrie Textile et de la Bonneterie;
- 5 °- de prendre en charge les cotisations patronales **particulières** sur la **préension** a temps **plein** et a temps **partiel**;
- 6 °- le financement des charges relatives a l'**amélioration** des relations industrielles et la promotion de l'emploi dans l'**industrie textile** et la **bonneterie**;
- 7 °- de **rétribuer** aux organisations representatives les charges d'administration et de gestion relatives au paiement des avantages sociaux.

III. - Champ d'application

Article 4:

Les presents **statuts s'appliquent aux employeurs et aux employes qu'ils occupent, ressortissant a la Commission Paritaire pour Employes de l'Industrie Textile et de la Bonneterie, a l'exception des employeurs et de leurs employes dont question aux litterae c) et d) insérés par l'A.R. du 4 juin 1999 dans l'article 1, § 1, 1°) de l'A.R. du 5 février 1974 instituant certaines commissions paritaires et fixant leur denomination et leur competence.**

IV. - Octroi et liquidation des avantages sociaux complémentaires

Article 5:

Les employes visés a l'article 4 ont **droit a des avantages sociaux complémentaires a charge du Fonds dont la nature, le montant, les conditions d'octroi et les modalités de liquidation sont fixes par une convention collective de travail conclue au sein de la Commission Paritaire pour Employes de l'Industrie Textile et de la Bonneterie et rendue obligatoire par arrêté royal.**

Article 6:

En **aucun cas, la liquidation des avantages sociaux complémentaires ne peut être subordonnée au versement par l'employeur des cotisations qui lui incombent.**

V. - Formation

Article 7:

En execution de l'accord interprofessionnel 1999-2000, le secteur textile consacre un effort supplémentaire en matiere de formation. Cet effort supplémentaire est realise par une cotisation **sur les salaires des années 1999 et 2000.**

Ainsi, le secteur textile assume sa part dans l'exécution de l'engagement de réaliser un effort supplémentaire en matiere de formation **permanente**, dans le but de **mettre la Belgique sur la voie qui apres 6 ans mene au niveau moyen des trois pays limitrophes.**

Pour les années 1999 et 2000, en vertu de la C.C.T. du 22 juin 1999, conclue au sein de la Commission Paritaire pour Employés de l'Industrie Textile et de la Bonneterie, est instauré un droit de tirage à concurrence de maximum 0,20 % de la masse salariale. Le droit de tirage est accordé à l'entreprise qui au plus tard le 31 décembre 1999 introduit auprès du Fonds de Sécurité d'Existence pour Employés de l'Industrie Textile et de la Bonneterie un plan de formation approuvé par le conseil d'entreprise. À défaut de conseil d'entreprise, le plan de formation doit être approuvé par la délégation syndicale ou, à défaut de cette dernière, par le comité de contact régional.

La preuve des frais exposés en 1999 pour des formations dans le cadre du plan de formation approuvé doit être introduite auprès du Fonds au plus tard le 31 mars 2000. Pour les formations réalisées en 2000, la preuve des frais exposés doit être introduite auprès du Fonds au plus tard le 31 mars 2001.

Le Fonds de Sécurité d'Existence pour Employés de l'Industrie Textile et de la Bonneterie est chargé du paiement de ce droit de tirage à charge de la section « Formation ». Le droit de tirage correspond au montant mentionné sur la preuve des frais exposés, sans que le droit de tirage puisse être supérieur à la cotisation de 0,20 % sur les salaires bruts non-plafonnés des employés que l'entreprise a payés au Fonds pour l'année concernée.

VI. - Gestion

Article 8:

Le Fonds est géré par un conseil d'administration composé paritairement de représentants des employeurs et des employés, représentés à la Commission Paritaire pour Employés de l'Industrie Textile et de la Bonneterie. Ce conseil est composé de dix membres, à savoir : cinq représentants des employeurs et cinq représentants des employés.

Les membres du conseil d'administration sont désignés par la Commission Paritaire pour Employés de l'Industrie Textile et de la Bonneterie parmi les membres effectifs ou suppléants de cette commission. Leur mandat s'achève lorsqu'ils cessent d'être membres de la Commission Paritaire pour Employés de l'Industrie Textile et de la Bonneterie. Dans ce cas, ils sont remplacés par un membre de la Commission Paritaire appartenant au même groupe que le membre dont le mandat a pris fin.

Article 9:

Le conseil d'administration désigne tous les trois ans en son sein un président et deux vice-présidents. La présidence et la première vice-présidence sont exercées alternativement par un représentant des employeurs et par un représentant des employés. La première année, le groupe auquel appartient le président est désigné au sort. La deuxième vice-présidence appartient toujours au groupe des représentants des employés.

Article 1ft:

Le conseil **d'administration** se réunit sur convocation du président. Le président est tenu de convoquer le conseil d'administration au **moins** chaque **trimestre** et chaque fois que deux membres au moins du conseil **d'administration** en font la **demande**.

Les convocations doivent **mentionner l'ordre** du jour. Les procès-verbaux sont **établis** par le secrétaire **désigné** par le conseil d'administration et signés par la **personne** qui a présidé la séance.

Les extraits des procès-verbaux sont signés par le président ou par deux **administrateurs**. Les décisions sont prises à la **majorité** absolue des voix des membres présents. Le vote est valable **s'il** est **émis** par au moins **un** membre de chaque groupe et à condition que le point mis aux voix ait **été porté explicitement** à l'ordre du jour de la convocation à la séance.

Article 11:

Le conseil **d'administration** a pour mission de **gerer** le Fonds et de **prendre** toutes les **mesures** nécessaires à son bon fonctionnement. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et **l'administration** du Fonds. Il agit en justice au **nom** du Fonds et à la poursuite et la diligence du président ou de **l'administrateur délégué** à cet effet.

Article 12:

Le conseil d'administration peut **déléguer** des attributions **spéciales** à un ou plusieurs de ses membres ou **même** à des tiers.

Pour tous les actes **autres** que **ceux** pour lesquels le conseil a **donné un mandat** spécial, il **suffit, afin** que le Fonds soit valablement **représenté** envers des tiers, d'apposer des signatures conjointes de deux administrateurs, un de chaque groupe, sans que ces administrateurs ne doivent **témoigner d'une** délibération ou **d'une** autorisation.

Article 13:

Les administrateurs ne sont responsables que de **l'exécution** de leur mandat et ils n'endossent à **l'égard** des engagements du Fonds **aucune responsabilité personnelle** de par leur gestion.

VII. - Financement

Article 14:

Le financement des avantages sociaux complémentaires se fait comme suit :

a) pour les prepensionnés bénéficiaires au cours de la période 1981-1985, sous forme d'avances sans intérêt à charge du Ministère des Affaires Économiques et par une cotisation patronale.

Cette cotisation patronale couvre jusqu'au 31 décembre 1985 1 % des dépenses annuelles et est, à partir du 1er Janvier 1986, affectée au remboursement des avances sans intérêt;

b) pour les nouveaux prepensionnés bénéficiaires au cours de la période du 1er Janvier 1986 au 31 décembre 1989, par le budget du Ministère des Affaires Économiques;

c) pour les nouveaux prepensionnés bénéficiaires au cours de la période du 1er Janvier 1990 au 31 décembre 1990, par une cotisation patronale;

d) pour les nouveaux prepensionnés bénéficiaires au cours de la période du 1er Janvier 1991 au 31 décembre 1992, par une cotisation patronale supplémentaire;

e) pour les nouveaux bénéficiaires, prepensionnés au cours de la période du 1er Janvier 1993 au 31 décembre 1994, par une cotisation patronale supplémentaire;

f) pour les nouveaux bénéficiaires, prepensionnés au cours de la période du 1er Janvier 1995 au 31 décembre 1996, par une cotisation patronale supplémentaire;

g) pour les nouveaux bénéficiaires, prepensionnés au cours de la période du 1er Janvier 1997 au 31 décembre 1998, par la cotisation patronale dont question au **littéra f)**;

h) pour les nouveaux bénéficiaires du régime de prepension à temps plein et de la prepension à mi-temps au cours de la période du 1er Janvier 1999 au 31 décembre 2000, par la cotisation patronale fixée à l'**article 16** **littéra b)** des présents **statuts**.

Article 15:

a) Les **avances** sans interet, dont question a l'article 14, a), sont mises trimestriellement et **anticipativement** sur base **d'un budget annuel** a la disposition du Fonds.

Les avances sans interet couvrent 99 % des depenses decoulant de l'**exécution** de la convention collective de travail visée a l'article 5 ~~en l'égard aux~~ ^{au} prepensionnes beneficiaires designes a l'article 14, a).

b) Les cotisations patronales **prevues** a l'article 14, a) sont perçues **selon les modalités** de l'article 16 et sont **versees annuellement** dans le courant du mois de fevrier sur le compte du **Ministère des Affaires Économiques**, jusqu'au moment ou les avances sans interet seront remboursées.

Article 16:

a) La cotisation **patronale** **prevue** a l'article 14, a) s'élève a 1 % des depenses **annuelles** decoulant de la convention collective de travail visée a l'article 5 ~~en l'égard aux~~ ^{au} prépensionnés beneficiaires designes a l'article 14, a).

Elle est **fixée** a 150 BEF par an par employe figurant sur la declaration O.N.S.S. du premier **trimestre** de l'annee **considérée**.

b) Pour le **financement** de l'**accompagnement** social, fixe par la convention collective de travail du 24 fevrier 1987 **concernant l'accompagnement** social, rendue obligatoire par **arrêté royal** du 12 avril 1988, le taux de cotisation est **fixé** a 1 % des remunerations brutes plafonnees a 74.325 BEF par mois.

Cette cotisation est perçue sur les appointements des quatre **trimestres** de 1986 payes par les **employeurs** vises a l'article 4.

À **partir** du 1er Janvier 1987, ce taux de cotisation est **fixé** a 0,35 % des remunerations brutes plafonnees a 74.325 BEF par mois.

Cette cotisation est perçue pour la premiere fois sur les appointements payes par les employeurs vises a l'article 4 a partir du premier trimestre **1987**.

Le plafond est **adapté** au debut de chaque **annee conformément** a la convention collective de travail n° 17 conclue le 19 **décembre** 1974 au Conseil National du Travail et reste **valable** pour toute l'annee civile **concernée**.

À partir du 1er Janvier 1989, la cotisation de 0,35 % **précitée** est destinée au financement de l'**indemnité complémentaire** pour les prepensionnes vises a l'article 14 c), et au financement de l'accompagnement social fixe par la convention collective de travail du 24 fevrier 1987 **precitée**.

À partir du 1er Janvier 1991, la cotisation de 0,35 % mentionnée a l'alinéa precedent est majorée de 0,25 % et ainsi portée a 0,60 %.

À partir du 1er Janvier 1992, cette meme cotisation est a nouveau majorée de 0,25 % et ainsi portée a 0,85 %.

À partir du 1er Janvier 1994, cette meme cotisation est a nouveau majorée de 0,25 % et ainsi portée a 1,10 %.

À partir du 1er Janvier 1995, cette meme cotisation est a nouveau majorée de 0,30 % et ainsi portée a 1,40 %.

La perception de la cotisation **patronale** de 1,40 % est suspendue a raison de 0,20 % pour les années 1995 et 1996 pendant huit trimestres.

À partir du 1er Janvier 1997, cette meme cotisation est a nouveau majorée de 0,40 % et est ainsi portée a 1,80 %.

La perception de la cotisation patronale de 1,80 % est suspendue a raison de 0,20 % pour les années 1997 et 1998 pendant huit trimestres.

À partir du 1er Janvier 1999, cette cotisation de 1,80 % est **diminuée** de 0,35 %, de sorte que cette cotisation de 1,80 % est **ramenée** a 1,45 % .

La perception de cette cotisation de 1,45 % est suspendue a raison de 0,20 % pour les années 1999 et 2000 pendant huit trimestres.

À partir du 1er Janvier 2001, cette cotisation est a nouveau portée a 1,45 % .

c) Pour le financement des initiatives dont question a l'article 3, 4°, une cotisation de 0,25 % calculée sur le salaire complet des employes **comme défini** a l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 contenant les principes **generaux** de la **sécurité sociale** pour les **travailleurs** salaries, est **perçue** par le Fonds a partir du 1er Janvier 1992 pour les années 1991 et 1992.

À partir du 1er Janvier 1993 la cotisation perçue pour les années 1993 et 1994 est fixée a 0,15 % de ces salaires.

À partir du 1er Janvier 1995 la cotisation **perçue** pour l'année 1995 est fixée a 0,15 % de ces salaires.

A partir du 1er Janvier 1996 la cotisation perçue pour l'année 1996 est fixée a 0,20 % de ces salaires.

À partir du 1er Janvier 1997 la cotisation perçue pour les années 1997 et 1998 est fixée a 0,10 % de ces salaires.

À partir du 1er Janvier 1999 cette cotisation perçue pour les années 1999 et 2000 est fixée à 0,10 % de ces salaires.

Par ailleurs, une cotisation supplémentaire de 0,20 %, pour le financement du droit de tirage prévu à l'article 7, est perçue à partir du 1er Janvier 1999 et pour la même période, de sorte que la cotisation patronale globale pour les années 1999 et 2000 est fixée à 0,30 % de ces salaires.

Article 17:

a) La cotisation patronale prévue à l'article 16, a) est perçue par le Fonds à la fin du premier trimestre.

b) Les cotisations patronales prévues à l'article 16, b) et 16, c) des présents statuts sont perçues trimestriellement par le Fonds.

Ces cotisations doivent être versées par l'employeur sur un compte fixe par le Conseil d'Administration. Les dates d'échéance pour leur paiement sont respectivement fixées aux 30 avril, 31 juillet, 31 octobre et 31 Janvier.

Article 18:

À l'appui des cotisations dues et selon les modalités et délais fixes par le conseil d'administration du Fonds, l'employeur envoie une déclaration ou un formulaire délivrés par le Fonds.

Article 19:

Pour chaque trimestre auquel se rapportent les cotisations dont question à l'article 16, l'employeur est obligé de payer une majoration de 10 % sur le montant des cotisations dues, augmentée d'un intérêt de retard égal à celui d'application sur les cotisations de l'O.N.S.S., sans qu'une mise en demeure ne soit nécessaire à cet effet.

Aussi bien pour la perception des cotisations que pour le paiement des allocations sociales, le délai de prescription correspond à celui appliqué par l'Office National de Sécurité Sociale.

Article 20:

Sans préjudice de l'application de l'article 14 de la loi du 7 Janvier 1958, concernant les Fonds de sécurité d'existence, le montant des cotisations ne peut être modifié que par convention collective de travail conclue au sein de la Commission Paritaire pour Employés de l'Industrie Textile et de la Bonneterie et rendue obligatoire par arrêté royal.

VIII. - Budgets et comptes

Article 21:

Les comptes du Fonds seront vérifiés, annuellement et **sur place**, par **l'Inspection** des Finances **aupres** du Ministère des Affaires Économiques et par **les services compétents** de ce Ministère.

Le Fonds **soumettra** chaque année **avant le 28 février**, la situation des comptes au Ministère des Affaires Économiques. Le budget pour **l'année suivante** sera **soumis** au Ministère des Affaires Économiques **avant le 31 décembre**. Une révision du budget est possible **avant le 1er juillet**.

Article 22:

L'exercice prend **cours le 1er Janvier** et se clature le **31 décembre**.

Article 23:

Chaque année, au plus **tard** pendant le mois de décembre, un budget est soumis à **l'approbation**, pour **l'année suivante**, de la **Commission Paritaire** pour Employés de **l'Industrie Textile** et de la **Bonneterie**.

Article 24:

Les comptes de l'année révolue sont **clôturés** le **31 décembre**. La clôture et le bilan doivent **être suffisamment précises** en matière comptable.

IX. - Contrôle

Article 25:

Le conseil d'administration, ainsi que le réviseur ou **expert-comptable**, **désignés** par la **Commission Paritaire** pour Employés de **l'Industrie Textile** et de la **Bonneterie**, en application de **l'article 12** de la **loi du 7 Janvier 1958** concernant les Fonds de **sécurité d'existence**, font annuellement chacun un rapport écrit concernant **l'accomplissement** de leur mission pendant **l'année révolue**.

Article 26:

Le bilan, conjointement avec les rapports annuels écrits visés ci-dessus, doivent être soumis pour approbation à la Commission Paritaire pour Employés de l'Industrie Textile et de la Bonneterie pendant le mois de juin au plus tard.

X. - Liquidation

Article 27:

Les avances sans intérêt prévues à l'article 15 sont remboursées par le Fonds. Le remboursement se fera annuellement et commencera après une période de cinq ans. Il sera égal au produit de la cotisation patronale supplémentaire qui sera prélevée à partir du 1er Janvier 1986. Le taux de cette cotisation supplémentaire sera au moins égal au taux de cotisation moyen fixe pour les années 1981 jusqu'à et y compris 1985.

XI. - Dissolution

Article 28:

La dissolution du Fonds peut avoir lieu sur décision unanime de la Commission Paritaire pour Employés de l'Industrie Textile et de la Bonneterie, lorsqu'il a satisfait à ses obligations résultant de l'accord protocolaire du 17 mars 1981 entre les organisations patronales et syndicales, le Ministre des Affaires Économiques et le Ministre de l'Emploi et du Travail, octroyant une indemnité complémentaire sous forme d'une prépension conventionnelle, et après que les avances visées à l'article 27 ont été remboursées.

Article 29:

Lorsque des liquidités restent disponibles lors de la dissolution du Fonds, la Commission Paritaire pour Employés de l'Industrie Textile et de la Bonneterie désigne les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et fixe leurs rémunérations.

Les capitaux restants du Fonds sont répartis comme suit :

Les employés bénéficiaires reçoivent les avantages sociaux complémentaires, fixes par convention collective de travail conclue en application de l'article 5 de ces statuts, à partir de la date de la mise en liquidation du Fonds et jusqu'à épuisement complet des capitaux restants du Fonds.

---ooOoo---

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN VAN DE TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 13 OKTOBER 2000
TOT COORDINATIE VAN DE STATUTEN VAN HET FONDS
VOOR BESTAANSZEKERHEID VOOR DE BEDIENDEN
VAN DE TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK

- Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid en meer bepaald op de artikelen 1 en 2 van deze wet
- Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 27.04.1981 tot oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk en tot vaststelling van zijn statuten (B.S. 13.10.1981)
- Gelet op het feit dat sedert de oprichting van het fonds talrijke wijzigingen zijn opgetreden in de statuten van dit fonds hetgeen de duidelijkheid van de tekst niet ten goede komt zodat een coördinatie van de statutaire bepalingen zich ten stelligste opdringt

wordt tussen

de Landelijke Bedienden Centrale - Nationaal Verbond voor Kaderpersoneel,
 de Bond der Bedienden, Technici en Kadern van België,
 de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België, enerzijds

en

de Textielfederatie FEBELTEX, anderzijds

het volgende overeengekomen:

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst coordineert de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid en het breiwerk.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR

24 -10- 2000

14 -11- 2000

N°

55.843/60/214

(Handwritten signature and initials)

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is voor onbepaalde tijd gesloten.

Zij treedt in werking op 1 januari 2000.

Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van drie maanden, te betekenen per aangetekend schrijven aan de voorzitter van het paritair comité.

Gedaan te ~~Gent~~ op 13 oktober 2000

(Handwritten mark)

FONDS VOOR BESTAANSZEKERHEID

VOOR DE BEDIENDEN VAN DE

TEXTIELNIJVERHEID

EN HET BREIWERK

(Fonds voor Bestaanszekerheid)

STATUTEN

NEERLEGGING DÉPÔT | REGISTR. EN REGISTR.
24 -10-2000 | 14 -11-2000 | No

55.843 / 6/214

I. - Benaming en maatschappelijke zetel

Artikel 1:

Er wordt met ingang van 1 januari 1981 een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Fonds voor bestaanszekerheid voor de Bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk".

Artikel 2:

De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd te Gent op volgend adres : Poortakkerstraat 100, 9051 Gent (S-D-W). Hij kan bij beslissing van het Paritair Comité voor de Bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk overgebracht worden naar elke andere plaats in België.

II. - Doel

Artikel 3:

Het Fonds heeft tot doel :

- 1°- het innen van de bijdragen, nodig voor zijn werking;
- 2°- het toekennen van aanvullende sociale voordelen aan de bedienden bedoeld bij artikel 4;
- 3°- de uitkering van deze voordelen te verzekeren;
- 4°- het financieren en organiseren van opleidings- en tewerkstellingsbevorderende initiatieven voor bedienden door de in het Paritair Comité voor de Bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk vertegenwoordigde organisaties;
- 5°- het ten laste nemen van de bijzondere werkgeversbijdragen op het voltijds en halftijds brugpensioen;
- 6°- de financiering van de lasten met betrekking tot de verbetering van de industriële relaties en de promotie van de werkgelegenheid in de textielnijverheid en het breiwerk;
- 7°- de bestuurs- en beheerslasten met betrekking tot de uitbetaling van de sociale voordelen aan de vertegenwoordigende organisaties vergoeden.

III. - Toepassingsgebied

Artikel 4:

Deze statuten zijn van toepassing op de werkgevers en op de bedienden die zij tewerkstellen, welke ressorteren onder het Paritair Comite voor de Bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk, met uitzondering van de werkgevers en hun bedienden waarvan sprake in de litterae c) en d) door het KB van 4 juni 1999 ingelast in artikel 1, § 1, 1°) van het KB van 5 februari 1974 tot oprichting van sommige paritaire comités en tot vaststelling van hun benaming en hun bevoegdheid.

IV. - Toekenning en uitkering van de aanvullende sociale voordelen

Artikel 5:

De in artikel 4 bedoelde bedienden hebben recht op aanvullende sociale voordelen ten laste van het Fonds waarvan de aard, het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de uitkeringsmodaliteiten worden vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Comite voor de Bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Artikel 6:

De uitkering van de aanvullende voordelen mag in geen geval afhankelijk gesteld zijn van de storting door de werkgever van de bijdragen welke hem zijn opgelegd.

V. - Opleiding en vorming

Artikel 7:

In uitvoering van het interprofessioneel akkoord 1999-2000 doet de textielsector een bijkomende inspanning op het vlak van de vorming en opleiding. Deze bijkomende inspanning wordt gerealiseerd door een bijdrage op de lonen van de jaren 1999 en 2000.

Aldus levert de textielsector zijn aandeel tot de uitvoering van het engagement om bijkomende inspanningen op het vlak van permanente vorming te doen, met als doel België op het traject te zetten dat na 6 jaar leidt tot het gemiddeld niveau van de drie buurlanden.

Voor de jaren 1999 en 2000 wordt door de CAO van 22 juni 1999, gesloten in het Paritair Comité voor de Bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk, een trekkingsrecht ten belope van maximum 0,20 % van de loonmassa, ingevoerd. Het trekkingsrecht wordt toegekend aan de onderneming die uiterlijk op 31 december 1999 een door de ondernemingsraad goedgekeurd opleidingsplan indient bij het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk. Bij ontstentenis van een ondernemingsraad dient het opleidingsplan goedgekeurd te worden door de syndicale delegatie of bij ontstentenis ervan, door het regionaal contactcomité.

Het bewijs van de in 1999 gedane kosten voor opleidingen in het kader van het goedgekeurd opleidingsplan dient tegen uiterlijk 31 maart 2000 bij het Fonds ingediend te worden. Voor de opleidingen die in 2000 gerealiseerd worden, dient het bewijs van de gedane kosten uiterlijk tegen 31 maart 2001 bij het Fonds te worden ingediend.

Het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk wordt belast met de uitbetaling van dit trekkingsrecht ten laste van de sectie «Opleiding». Het trekkingsrecht stemt overeen met het bedrag vermeld op het bewijs van gedane kosten, zonder dat het trekkingsrecht hoger kan zijn dan de bijdrage van 0,20 % op de onbegrensde brutolonen van de bedienden die door de onderneming voor het betrokken jaar werd betaald aan het Fonds.

VI. - Beheer

Artikel 8:

Het Fonds wordt beheerd door een raad van beheer welke paritair is samengesteld uit vertegenwoordigers van de werkgevers en van de bedienden, vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor de Bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk. Deze raad bestaat uit tien leden, te weten : vijf vertegenwoordigers van de werkgevers en vijf vertegenwoordigers van de bedienden.

De leden van de raad van beheer worden aangeduid door het Paritair Comité voor de Bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk onder de gewone of de plaatsvervangende leden van dit comité. Hun mandaat eindigt wanneer zij ophouden lid te zijn van het Paritair Comité voor de Bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk. In dat geval worden zij vervangen door een lid van het paritair comité dat behoort tot dezelfde groep als het lid waarvan het mandaat een einde nam.

Artikel 9:

Om de drie jaar duidt de raad van beheer in zijn midden een voorzitter en twee ondervoorzitters aan. Er zal voor het voorzitterschap en het eerste ondervoorzitterschap een beurtregeling worden toegepast onder de vertegenwoordigers van de werkgevers en van de bedienden. De groep waartoe de voorzitter behoort wordt voor het eerste jaar bij loting aangewezen. De tweede ondervoorzitter behoort steeds tot de groep der vertegenwoordigers van de bedienden.

Artikel 10:

De raad van beheer vergadert op uitnodiging van de voorzitter. De voorzitter is gehouden de raad minstens éénmaal per kwartaal bijeen te roepen en telkens wanneer twee leden van de raad erom verzoeken. De uitnodigingen moeten de agenda vermelden. De notulen worden opgemaakt door de secretaris, aangewezen door de raad van beheer en ondertekend door diegene die de vergadering heeft voorgezeten.

De uittreksels uit de notulen worden ondertekend door de voorzitter of door twee beheerders. De beslissingen worden genomen bij volstreekte meerderheid van stemmen der aanwezige leden. De stemming is geldig indien eraan deelgenomen wordt door ten minste een lid van iedere groep en op voorwaarde dat het ter stemming gebrachte punt duidelijk vermeld werd op de agenda van de bijeenroeping der vergadering.

Artikel 11:

De raad van beheer heeft tot opdracht het Fonds te beheren en alle maatregelen te treffen welke nodig blijken voor zijn goede werking. Hij beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de leiding van het Fonds. Hij treedt in rechte op uit naam van het Fonds op vervolging en benaarstiging van de voorzitter of van de beheerder daartoe afgevaardigd.

Artikel 12:

De raad van beheer kan bijzondere bevoegdheden aan een of meer zijner leden of zelfs aan derden overdragen. Voor alle andere handelingen dan die waarvoor door de raad van beheer bijzondere opdrachten werden gegeven, volstaat de gezamenlijke handtekening van twee beheerders, een van iedere groep, zonder dat deze beheerders van enige beraadslaging of machtiging moeten laten blijken, opdat het Fonds geldig vertegenwoordigd zou zijn tegenover derden.

Artikel 13:

De beheerders zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat en zij gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan ten gevolge van hun beheer, ten opzichte der verbintenissen van het Fonds.

VII. - Financiering

Artikel 14:

De financiering van de aanvullende sociale voordelen gebeurt :

a) voor de rechthebbende bruggepensioneerden tijdens de periode 1981-1985 door renteloze voorschotten ten laste van het Ministerie van Economische Zaken en door een werkgeversbijdrage.

Deze werkgeversbijdrage dekt tot op 31 december 1985 1 % van de jaarlijkse uitgaven en wordt vanaf 1 januari 1986 aangewend ter terugbetaling van de renteloze voorschotten;

b) voor de nieuwe rechthebbende bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 1986 tot 31 december 1989 door de begroting van het Ministerie van Economische Zaken;

c) voor de nieuwe rechthebbende bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 1990 tot 31 december 1990, door een werkgeversbijdrage;

d) voor de nieuwe rechthebbende bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 1991 tot 31 december 1992, door een bijkomende werkgeversbijdrage;

e) voor de nieuwe rechthebbende bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 1993 tot 31 december 1994, door een bijkomende werkgeversbijdrage;

f) voor de nieuwe rechthebbende bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 1995 tot 31 december 1996, door een bijkomende werkgeversbijdrage;

g) voor de nieuwe rechthebbende bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 1997 tot 31 december 1998, door de werkgeversbijdrage vermeld onder littera f);

h) voor de nieuwe rechthebbenden van het voltijds brugpensioenstelsel en van het halftijds brugpensioenstelsel tijdens de periode van 1 januari 1999 tot 31 december 2000, door de bijdrage vastgesteld in artikel 16 littera b) van onderhavige statuten.

Artikel 15:

a) De renteloze voorschotten waarvan sprake in artikel 14, a) worden trimestrieel en bij voorbaat op basis van eenjaarlijkse begroting ter beschikking gesteld van het Fonds.

De renteloze voorschotten dekken 99 % van de uitgaven, voortvloeiend uit de uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld bij artikel 5 ten aanzien van de rechthebbende bruggepensioneerden aangeduid in artikel 14, a).

b) de werkgeversbijdragen voorzien onder artikel 14, a) worden volgens de bepalingen van artikel 17 geïnd en ieder jaar in de loop van de maand februari op de rekening van het Ministerie van Economische Zaken gestort, tot op het ogenblik dat de renteloze voorschotten terugbetaald zijn.

Artikel 16:

a) De werkgeversbijdrage voorzien onder artikel 14, a) bedraagt 1 % van de jaarlijkse uitgaven voortvloeiend uit de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld bij artikel 5 ten aanzien van de rechthebbende bruggepensioneerden aangeduid in artikel 14, a).

Zij is vastgesteld op 150 BEF per jaar per bediende voorkomend op de RSZ-staat van het eerste kwartaal van het desbetreffende jaar.

b) Voor de financiering van de sociale begeleiding, vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 februari 1987 betreffende de sociale begeleiding, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 12 april 1988, wordt de bijdragevoet vastgesteld op 1 % van de brutolonen begrensd op 74.325 BEF per maand.

Deze bijdrage wordt geïnd op de lonen van de vier kwartalen 1986, uitgekeerd door de in artikel 4 bedoelde werkgevers.

Vanaf 1 januari 1987 wordt deze bijdragevoet vastgesteld op 0,35 % van de brutolonen begrensd op 74.325 BEF per maand.

Deze bijdrage wordt voor het eerst geïnd op de lonen uitbetaald door de in artikel 4 bedoelde werkgevers vanaf het eerste kwartaal 1987.

De loongrens wordt aangepast bij het begin van ieder jaar overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr 17 gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad en blijft geldig voor gans het betrokken kalenderjaar.

Vanaf 1 januari 1989 is voormelde bijdrage van 0,35 % bestemd voor de financiering van de aanvullende vergoeding voor de bruggepensioneerden bedoeld bij artikel 14, c), en voor de financiering van de sociale begeleiding vastgesteld bij voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 24 februari 1987.

Vanaf 1 januari 1991 wordt de bijdrage van 0,35 % **vermeld** in vorige alinea verhoogd met 0,25 % en **aldus** op 0,60 % gebracht.

Vanaf 1 januari 1992 wordt dezelfde bijdrage opnieuw met 0,25 % verhoogd en aldus op 0,85 % gebracht.

Vanaf 1 januari 1994 wordt dezelfde bijdrage opnieuw met 0,25 % verhoogd en aldus op 1,10 % gebracht.

Vanaf 1 januari 1995 wordt dezelfde bijdrage opnieuw met 0,30 % verhoogd en aldus op 1,40 % gebracht.

De inning van deze **werkgeversbijdrage** van 1,40 % wordt **naar** rato van 0,20 % voor de jaren 1995 en 1996 **gedurende** acht kwartalen geschorst.

Vanaf 1 januari 1997 wordt dezelfde bijdrage opnieuw met 0,40 % verhoogd en aldus op 1,80 % gebracht.

De inning van deze werkgeversbijdrage van 1,80 % wordt naar rato van 0,20 % voor de jaren 1997 en 1998 gedurende acht kwartalen geschorst.

Vanaf 1 januari 1999 wordt de bijdrage van 1,80 % met 0,35 % **verminderd** zodat deze bijdrage van 1,80 % wordt **teruggebracht** op 1,45 % .

De inning van deze bijdrage van 1,45 % wordt naar rato van 0,20 % voor de jaren 1999 en 2000 gedurende acht kwartalen geschorst.

Vanaf 1 januari 2001 wordt deze bijdrage opnieuw op 1,45 % gebracht.

c) Voor de financiering van de **initiatieven waarvan sprake** in artikel 3, 4°, wordt door het Fonds, met **ingang** van 1 januari 1991 voor de jaren 1991 en 1992 een bijdrage **geïnd** van 0,25 % berekend op het volledig loon van de bedienden zoals bedoeld in artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor **werknemers**.

Met ingang van 1 januari 1993 wordt deze bijdrage voor de jaren 1993 en 1994 vastgesteld op 0,15 % van deze lonen.

Met ingang van 1 januari 1995 wordt deze bijdrage voor het jaar 1995 vastgesteld op 0,15 % van deze lonen.

Met ingang van 1 januari 1996 wordt deze bijdrage voor het jaar 1996 vastgesteld op 0,20 % van deze lonen.

Met ingang van 1 januari 1997 wordt deze bijdrage voor de jaren 1997 en 1998 vastgesteld op 0,10 % van deze lonen.

Met **ingang** van 1 januari 1999 wordt deze **bijdrage** voor de jaren 1999 en 2000 vastgesteld op **0,10 %** van deze lonen.

Daarenboven wordt met **ingang** van 1 januari 1999 en voor dezelfde periode een bijkomende **werkgeversbijdrage** van **0,20 %** **geïnd** ter financiering van het in **artikel 7** bedoeld **trekkingsrecht**, zodat de totale werkgeversbijdrage voor de jaren 1999 en 2000 is vastgesteld op **0,30 %** van deze lonen.

Artikel 17:

a) De werkgeversbijdrage voorzien onder artikel 16, a) wordt door het Fonds geïnd op het einde van het eerste **kwartaal**.

b) De werkgeversbijdragen voorzien onder artikel 16, b) en 16, c) van onderhavige **statuten** worden om het kwartaal door het Fonds **geïnd**.

Deze **bijdragen moeten** door de werkgever **gestort** worden op een door de Raad van Beheer bepaalde **rekening**. De **vervaldata** voor de betaling **ervan** zijn vastgesteld op respectievelijk **30 april, 31 juli, 31 oktober** en **31 januari**.

Artikel 18:

Ter staving van de verschuldigde bijdragen **stuurt** de werkgever, volgens modaliteiten en **termijnen** vastgesteld door de **beheerraad** van het Fonds, een **aangifte** of **formulier** welke door het Fonds worden verstrekt.

Artikel 19:

Voor elk kwartaal **waarop** de bijdragen **betrekking** hebben, is **vanaf** de eerste dag volgend op de in artikel 17 bepaalde **vervaldag**, de werkgever **verplicht** een verhoging van **10 %** op het **bedrag** van de verschuldigde bijdragen te betalen, verhoogd met een nalatigheidsinterest gelijk **aan** deze van toepassing op de RSZ-bijdragen, zonder dat **hiervoor** een ingebrekestelling is vereist.

Zowel voor de inning van de bijdragen **als** voor de betaling der sociale vergoedingen geldt de **verjaringstermijn** toegepast door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Artikel 20:

Onverminderd de toepassing van artikel 14 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor **bestaanszekerheid**, kan het bedrag der bijdragen slechts **gewijzigd** worden bij collectieve **arbeidsovereenkomst**, gesloten in het Paritair Comité voor de Bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk en algemeen verbindend **verklaard** bij **koninklijk** besluit.

VIII. - Begrotingen en rekeningen

Artikel 21:

De rekeningen van het Fonds zullen jaarlijks ter plaatse worden nagezien door de Inspectie van Financiën bij het Ministerie van Economische Zaken en door de bevoegde diensten van dit Ministerie.

Het Fonds zal elk jaar voor 28 februari de stand der rekeningen voorleggen aan het Ministerie van Economische Zaken. De begroting voor het volgende jaar zal voor 31 december voorgelegd worden aan het Ministerie van Economische Zaken. Een herziening van de begroting is mogelijk voor 1 juli.

Artikel 22:

Het dienstjaar neemt een aanvang op 1 januari en sluit op 31 december.

Artikel 23:

Elk jaar wordt, uiterlijk tijdens de maand december, een begroting voor het volgende jaar ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor de Bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk voorgelegd.

Artikel 24:

Op 31 december worden de rekeningen van het verlopen jaar afgesloten. De afsluiting en de balans dienen op rekenplichtig gebied voldoende omschreven te zijn.

IX. - Toezicht

Artikel 25:

De raad van beheer, alsmede de bij toepassing van artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid door het Paritair Comité voor de Bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk aangewezen revisor of accountant, brengen jaarlijks ieder een schriftelijk verslag uit over het vervullen van hun opdracht tijdens het verlopen jaar.

Artikel 26:

De balans, **samen** met hogerbedoelde **schriftelijkejaarlijkse** verslagen, dienen uiterlijk tijdens de **maand juni** ter **goedkeuring** aan het **Paritair Comite** voor de Bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk voorgelegd te worden.

X. - Vereffening

Artikel 27:

De in **artikel 15** voorziene renteloze voorschotten worden **terugbetaald** door het Fonds. De terugbetaling zal jaarlijks gebeuren en beginnen na een periode van vijfjaar. Ze zal gelijk zijn aan de opbrengst van een bijkomende **werkgeversbijdrage**, die **vanaf 1 januari 1986** zal geheven worden. De bijdragevoet van deze bijkomende bijdrage zal minstens gelijk zijn aan de gemiddelde bijdragevoet vastgesteld voor de **jaren 1981** tot en met 1985.

XI. - Ontbinding

Artikel 28:

Het Fonds **kan** ontbonden worden bij **éénparige** beslissing van het Paritair Comite voor de Bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk, nadat het zijn **verplichtingen** voortvloeiend uit de protocolaire overeenkomst van 17 maart 1981 tussen de werkgevers-en de **werknemersorganisaties**, de Minister van Economische Zaken en de Minister van Tewerkstelling en Arbeid tot **toekenning** van een aanvullende vergoeding door middel van een conventioneel **brugpensioen** heeft nagekomen, en na terugbetaling van de in artikel 27 bedoelde voorschotten.

Artikel 29:

Ingeval bij de ontbinding van het Fonds gelden beschikbaar blijven, wijst het Paritair Comite voor de Bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk de **vereffenaars** aan en bepaalt **hun** bevoegdheden en bezoldiging.

Het **overblijvend vermogen** van het Fonds **krijgt** dan volgende bestemming :

De rechthebbende bedienden **ontvangen** vanaf de datum van het in vereffening stellen van het Fonds en tot volledige **uitputting** van het overblijvende vermogen van het Fonds, de aanvullende sociale voordelen vastgesteld bij collectieve **arbeidsovereenkomst** gesloten in toepassing van artikel 5 van deze statuten.

---ooOoo---